



Rapport du premier trimestre 2019

Rapport financier
pour le trimestre clos le
30 juin 2018

Votre partenaire de choix
en formation
partout dans le monde



Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
4	3. À propos de CAE
8	4. Variations du change
8	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
11	6. Résultats consolidés
13	7. Résultats par secteur
18	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés
19	9. Situation financière consolidée
21	10. Événements postérieurs à la date clôture
21	11. Modifications de méthodes comptables
25	12. Contrôles et procédures
26	13. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

27	État consolidé de la situation financière
28	État consolidé du résultat net
29	État consolidé du résultat global
30	État consolidé des variations en capitaux propres
31	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

32	Note 1	Nature des activités et principales méthodes comptables
33	Note 2	Modifications de méthodes comptables
37	Note 3	Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
39	Note 4	Autres profits (pertes) – montant net
40	Note 5	Charges financières – montant net
40	Note 6	Participation gouvernementale
40	Note 7	Capital-actions, résultat par action et dividendes
41	Note 8	Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
41	Note 9	Juste valeur des instruments financiers
43	Note 10	Transactions avec les parties liées
43	Note 11	Événements postérieurs à la date de clôture

Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 722,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2019, comparativement à 656,2 millions \$ au premier trimestre l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se chiffre à 69,4 millions \$ (0,26 \$ par action) au premier trimestre, comparativement à 59,6 millions \$ (0,22 \$ par action) l'an dernier.

Le résultat opérationnel s'élevait à 98,5 millions \$ (13,6 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre, comparativement à 91,3 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice précédent. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« Les résultats de CAE au premier trimestre ont été principalement portés par le secteur Civil, qui a enregistré une croissance à deux chiffres et une forte demande des clients pour les solutions de formation innovatrices de CAE », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous faisons d'importants progrès au niveau de notre stratégie de formation, comme en témoignent les 26 simulateurs de vol civils vendus depuis le début de l'exercice et l'annonce d'une série de récents partenariats de formation à long terme avec des compagnies aériennes, dont Singapore Airlines, Avianca Airlines, Jetstar Japan et Asiana Airlines. Du côté du secteur Défense, nous faisons également de bons progrès avec l'acquisition d'Alpha-Omega Change Engineering qui, avec notre nouvelle structure de procuration, élargit notre position sur le marché américain de la défense en nous permettant de soumissionner sur des programmes dont le niveau de sécurité est plus élevé. D'ici la clôture de l'exercice financier, les perspectives de croissance annuelles de CAE demeurent inchangées. Conformément à nos priorités quant à l'affectation du capital et à nos prévisions positives à long terme, je suis heureux d'annoncer que le conseil d'administration de CAE a approuvé une hausse de 0,01 \$ ou de 11 % de son dividende trimestriel, qui est maintenant de 0,10 \$ par action, et ce, à partir du 28 septembre 2018. Cela représente la huitième hausse consécutive du dividende de CAE en autant d'années. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 430,9 millions \$ au premier trimestre, en hausse de 16 % par rapport à la même période l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 78,3 millions \$ (18,2 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 14 % par rapport au premier trimestre l'an dernier. Le taux d'utilisation* de nos centres de formation est de 80 % ce trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 499,3 millions \$, en plus d'autres contrats portant sur des coentreprises, notamment un accord exclusif de formation des pilotes à long terme avec Asiana Airlines qui inclut l'adoption du système de formation CAE Rise^{MC}. Il s'agit d'une innovation numérique qui permet aux instructeurs de donner une formation normalisée conformément aux procédures d'exploitation normalisées de la compagnie aérienne et qui leur permet également d'évaluer de façon objective les compétences des pilotes à l'aide des données réelles recueillies durant les séances de formation, et par l'entremise d'analyses approfondies. De plus, le secteur Civil a signé un nouvel accord en vue de créer une coentreprise pour la formation des pilotes en Colombie avec Avianca Airlines et a conclu des contrats exclusifs de formation à long terme avec Volaris et OJets. Le secteur Civil a vendu 18 simulateurs de vol (FFS) au cours du trimestre à des clients dans toutes les régions. Depuis la fin du trimestre, Civil a vendu 8 FFS additionnels, pour un total de 26 depuis le début de l'exercice. Nous avons également amorcé les activités de formation des pilotes dans le cadre de la coentreprise Singapore CAE Flight Training Pte. Ltd.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes*, sans tenir compte des commandes remportées par nos coentreprises, est de 1,16 ce trimestre et 1,45 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes, à la fin du trimestre, s'établissait à 4,1 milliards \$.

Défense et sécurité (Défense)

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense se chiffrent à 268,3 millions \$ au premier trimestre, en hausse de 3 % comparativement au même trimestre l'an dernier et le résultat opérationnel sectoriel est de 21,5 millions \$ (8,0 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 10 % par rapport au premier trimestre l'an dernier.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 166,9 millions \$. Parmi les importants contrats remportés, notons un contrat de la U.S. Navy pour fournir l'instruction en classe à cinq bases aéronavales afin de soutenir la formation de base, intermédiaire et avancée des pilotes. De plus, le secteur Défense a remporté des contrats portant sur l'entraînement sur simulateur S-70i Black Hawk pour le ministère de la Défense du Brunei, les mises à niveau des simulateurs Tornado de la force aérienne allemande, et des solutions de soutien pour les avions CF-18 de l'Aviation royale canadienne. Après la fin du trimestre, le secteur Défense a fait l'acquisition d'Alpha-Omega Change Engineering (AOCE) en vue d'améliorer les capacités principales de CAE USA en tant qu'intégrateur de systèmes de formation (TSI), d'accroître sa position sur les plateformes ayant une longue durée de vie comme les avions de chasse, et d'élargir sa capacité à soumissionner sur des programmes dont le niveau de sécurité est encore plus élevé aux États-Unis. De plus, le secteur a remporté un contrat de plus de 50 millions \$, y compris les options, pour fournir à la Royal New Zealand Air Force le nouveau dispositif d'entraînement au vol de Série CAE 700MR pour l'hélicoptère NH90. Le contrat inclut également la fourniture de services de maintenance et de soutien à long terme dès la livraison du simulateur en 2020.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense est de 0,62 ce trimestre et 1,20 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 3,9 milliards \$ à la fin du trimestre.

Santé

Les produits des activités ordinaires pour le secteur Santé se chiffrent à 22,8 millions \$ au premier trimestre, comparativement à 23,9 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel a correspondu à une perte de 1,3 million \$, comparativement à une perte de 1,6 million \$ au premier trimestre l'an dernier.

Au cours du premier trimestre, CAE Santé a lancé CAE Ares, un mannequin en soins d'urgence conçu pour répondre aux exigences de formation en réanimation des fournisseurs de soins d'urgence partout dans le monde. De plus, CAE Santé, conjointement avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), a lancé Anastesia SimSTAT – Appendectomy, le plus récent d'une série de modules interactifs de simulation d'anesthésies sur écran ayant été approuvés pour le maintien de la certification en anesthésiologie.

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles* provenant des activités poursuivies affichent une valeur négative de 85,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur négative de 37,9 millions \$ à la même période l'an dernier. La baisse des flux de trésorerie disponibles est essentiellement attribuable à la hausse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie. CAE enregistre habituellement un niveau d'investissement plus élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie au cours de la première moitié de l'exercice financier, et observe souvent une inversion d'une partie de cet investissement au cours de la seconde moitié.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 10,9 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 13 %, comparativement à 16 % au premier trimestre de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition ce trimestre est attribuable à l'incidence des contrôles fiscaux au Canada, contrebalancée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Abstraction faite de l'incidence de ces contrôles fiscaux, le taux d'imposition se serait établi à 19 % ce trimestre.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance* ont totalisé 53,1 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette* était de 811,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital total* était de 26,0 %, comparativement à une dette nette de 649,4 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital total de 22,0 % à la fin du trimestre précédent.

Le rendement du capital utilisé* était de 14,6 %, comparativement à 10,7 % l'an dernier. Abstraction faite de l'incidence du produit d'impôt sur le résultat découlant de la réforme fiscale aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises en Asie, le RCU aurait été de 12,6 % ce trimestre.

Le conseil d'administration de CAE a approuvé une hausse de 11 % du dividende trimestriel de CAE, qui s'établit maintenant à 0,10 \$ par action et qui sera payable le 28 septembre 2018 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 14 septembre 2018.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, CAE a racheté et annulé 267 100 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 24,42 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 6,5 millions \$.

Perspectives de la direction inchangées – Croissance à l'exercice 2019 (résultats ajustés en fonction de l'IFRS 15)

Les marchés principaux de CAE bénéficient de la croissance à long terme et CAE prévoit dépasser la croissance constante de ses marchés au cours de l'exercice 2019. Dans le secteur Civil, la Société prévoit continuer à générer une croissance du résultat opérationnel légèrement au-dessus de 10 % étant donné que la demande actuelle pour ses solutions de formation innovatrices se traduit par des gains au niveau des parts de marché et de nouveaux partenariats en formation. De plus, le secteur Civil prévoit conserver sa position de chef de file au niveau des ventes de FFS. Du côté du secteur Défense, la Société continue à prévoir un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure de la fourchette, étant donné qu'elle livre ses commandes en carnet et continue à remporter des occasions d'affaires dans un marché très grand. CAE s'attend à ce que le secteur Santé poursuive sa croissance dans les deux chiffres cette année avec sa présence encore plus vaste sur le marché, son catalogue élargi et le lancement soutenu de produits innovateurs. CAE s'attend à ce que ses revenus et ses profits soient balancés au deuxième semestre de l'exercice, en raison de l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 15 relative à la livraison des simulateurs, et d'un arrêt de travail de près de cinq semaines qui a précédé le renouvellement de la convention collective pour une période de quatre ans avec une année en option avec les employés de la Fabrication au Canada. L'entreprise travaille actuellement à accélérer la production afin d'atténuer les répercussions de cet arrêt de travail. CAE continue à mettre l'accent sur des investissements liés à la croissance mesurés et rentables, et en raison de l'ampleur accrue actuelle et d'un niveau plus élevé d'occasions d'affaires pour des investissements sur le marché qui offrent des rendements et des flux de trésorerie disponibles rentables, elle s'attend à ce que ses dépenses totales d'investissement en immobilisations se situent à environ 200 millions \$ à l'exercice 2019. Le déploiement de dépenses en immobilisations liées à la croissance continuera à être guidé et appuyé par le nombre croissant de clients qui impartissent leurs formations. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché qui sont positives et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les importantes hypothèses formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2018 de CAE.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

À partir du 1er avril 2018, CAE a adopté la norme IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui change la façon de comptabiliser les produits des activités ordinaires de la Société pour un certain nombre de contrats avec ses clients. L'incidence de la norme IFRS 15 pour CAE porte principalement sur le moment où les produits des activités ordinaires sont comptabilisés pour certains dispositifs de formation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et qui ne satisferont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces dispositifs de formation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. Bien que ces changements se répercutent sur le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats, ils n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie tirés des contrats. Les résultats financiers publiés dans ce communiqué pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été retraités de manière à refléter les modifications comptables exigées par la norme IFRS 15 étant donné que la Société a adopté la norme de façon rétrospective au cours de cet exercice financier. Pour plus de renseignements, y compris l'incidence sur les résultats de l'exercice 2018 de CAE, veuillez vous reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 30 juin 2018.

* Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements sur ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE du T1-EX19.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 juin 2018

1. POINTS SAILLANTS

RETRAITEMENT DES RÉSULTATS DES PÉRIODES COMPARATIVES

Le 1^{er} avril 2018, nous avons adopté IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Les chiffres comparatifs de chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été retraités de manière à refléter l'adoption de cette norme comptable. Un complément d'information sur les ajustements apportés à nos états consolidés de la situation financière et à nos états consolidés du résultat net par suite de l'adoption d'IFRS 15 est présenté sous *Modifications de méthodes comptables*.

DONNÉES FINANCIÈRES

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

<i>(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)</i>	T1-2019	T1-2018	<i>Variation en \$</i>	<i>Variation en %</i>
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	722,0 \$	656,2 \$	65,8 \$	10 %
Résultat opérationnel sectoriel ¹	98,5 \$	91,3 \$	7,2 \$	8 %
Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4 \$	59,6 \$	9,8 \$	16 %
Résultat par action	0,26 \$	0,22 \$	0,04 \$	18 %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles ¹	(85,8) \$	(37,9) \$	(47,9) \$	(126) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(30,6) \$	(19,2) \$	(11,4) \$	(59) %
Situation financière				
Capital utilisé ¹	3 127,1 \$	2 857,2 \$	269,9 \$	9 %
Fonds de roulement hors trésorerie ¹	238,3 \$	200,0 \$	38,3 \$	19 %
Dette nette ¹	811,5 \$	804,3 \$	7,2 \$	1 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ¹	14,6 %	10,7 %		
RCU avant l'incidence de la réforme de l'impôt aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques	12,6 %	10,7 %		
Carnet de commandes				
Carnet de commandes total ¹	8 046,3 \$	7 590,0 \$	456,3 \$	6 %
Prises de commandes ¹	689,0 \$	686,7 \$	2,3 \$	— %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	0,95	1,05		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,34			

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- Le 31 juillet 2018, nous avons acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering (AOCE) pour une contrepartie en trésorerie d'environ 29 millions \$ US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. Située à Williamsburg (Virginie), AOCE est un fournisseur de services d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation, ainsi que de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis;
- Le 8 août 2018, nous avons annoncé notre intention d'investir 1 milliard \$ en R-D au cours des cinq prochaines années, notamment dans le Projet Intelligence numérique. L'objectif de ce projet est de développer, pour les secteurs de l'aviation, de la défense et de la sécurité et de la santé, des solutions de formation de prochaine génération qui mettront à profit les technologies numériques. Les gouvernements du Canada et du Québec ont accepté de participer au Projet Intelligence numérique en investissant des montants en partie remboursables de 150 millions \$ et de 47,5 millions \$, respectivement.

AUTRES

- Nous avons formé SkyAlyne Canada Inc., une coentreprise avec KF Aerospace qui se concentrera sur le développement et la prestation de solutions d'entraînement de renommée mondiale destinées aux pilotes et aux équipages militaires au Canada;
- Avec Avianca Holdings S.A., nous avons annoncé la signature d'un accord en vue de créer une coentreprise à Bogota (Colombie) qui sera chargée de la formation de tous les pilotes d'Avianca et qui offrira également des services de formation aux autres compagnies aériennes de la région;
- Avec Singapore Airlines, nous avons, en juillet 2018, conclu l'entente visant la nouvelle coentreprise Singapore CAE Flight Training Pte. Ltd. (SCFT) qui amorcera ses activités au deuxième trimestre de l'exercice 2019;
- En juillet, après un arrêt de travail de salariés affectés à la production au Canada, nous avons renouvelé la convention collective du groupe d'employés de Montréal (Canada) pour un terme de quatre ans avec une année d'option.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2019* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2019;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2018;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 14 août 2018 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2018. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du premier trimestre de l'exercice 2019. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2018 et à nos états financiers consolidés annuels audités, que vous trouverez dans notre rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier 2018 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *vouloir*, *devoir*, *stratégie*, *futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de recherche et de développement, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, les questions environnementales et les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces liées à la cybersécurité, la confidentialité des données et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris le risque de corruption, l'instabilité politique et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liées à nos activités sont présentées dans notre rapport financier 2018. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 9 000 employés et 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Par l'intermédiaire de la formation que nous fournissons, nous visons à améliorer la sécurité du transport aérien, la préparation aux missions des forces de défense et la capacité du personnel médical à sauver des vies.

3.3 Notre vision

Notre vision est d'être reconnus mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Nous assurons la sécurité, l'efficacité et la préparation de nos clients dans trois principaux marchés : aviation civile, défense et sécurité, et santé.

Nous sommes une société unique, entièrement centrée sur la formation, et notre engagement envers les besoins de formation à long terme de nos clients est incontesté depuis plus de 70 ans.

Nous offrons la gamme de solutions de formation complètes la plus innovatrice et la plus vaste qui soit par l'intermédiaire d'un réseau mondial qui conjugue la formation sur appareil, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la réalité augmentée, de même que la formation constructive au moyen de simulations sur ordinateur. Nos impératifs stratégiques se concentrent sur la protection de notre position de chef de file et la croissance plus rapide que les marchés sous-jacents.

Six forces

Nous sommes d'avis que six forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et nous placent en bonne position en vue d'une croissance à long terme durable :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Tendances favorables constantes;
- Possibilité de rendements plus importants;
- Culture d'innovation.

Haut niveau d'activités récurrentes

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Près de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services, importante source de nos activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

Fossé concurrentiel solide

Notre réseau mondial de formation, nos solutions uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, notre expertise en intégration de systèmes de formation, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'à la santé. Ces trois grands marchés présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché à long terme.

Tendances favorables constantes

Il existe des tendances favorables marquées dans les secteurs de l'aviation civile et de la défense. Le trafic passagers et les budgets de défense devraient continuer de croître dans le monde au cours des 10 prochaines années.

Possibilité de rendements plus importants

La proportion croissante des produits des activités ordinaires que nous tirons des services de formation présente la possibilité d'un cycle moins amplifié, la formation découlant en grande partie des besoins en formation du parc d'appareils en service. Nous mettons également à contribution notre position de marché dominante pour approfondir et étendre nos relations clients. Nous constatons des occasions d'utiliser davantage notre réseau de formation, d'accroître les produits des activités ordinaires que nous tirons de nos actifs existants et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants.

Culture d'innovation

Nous tirons un avantage concurrentiel considérable de notre position de chef de file de l'innovation en matière de produits de simulations et de solutions de formation. En collaboration avec nos clients, nous concevons et livrons les systèmes de formation les plus perfectionnés du secteur et les dotons des plus récentes innovations technologiques en matière de simulation, de réalité augmentée et de technologies numériques, qui façonnent l'avenir de la formation.

3.5 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership éclairé en la matière, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 30 pays et, grâce à notre important réseau de plus de 50 centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 260 simulateurs de vol (FFS), y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris CAE données en temps réel et d'évaluations normalisées (CAE Rise^{MC}), qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Notre équipement de simulation de vol, incluant nos FFS, est conçu pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, en plus de nous permettre de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

La demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes et de l'accroissement des parcs d'appareils en service. À mesure que les économies mondiales et les flottes des transporteurs poursuivent leur expansion, il en va de même avec la demande de personnel qualifié des compagnies aériennes et, en conséquence, la demande de solutions de formation complètes.

- Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 3,5 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour les six premiers mois de l'année civile 2018, le trafic passagers a augmenté de 7,0 % par rapport aux six premiers mois de l'année civile 2017. Le trafic passagers a progressé de 9,7 % en Asie, alors qu'il s'est accru de 6,7% en Amérique latine, de 6,3% en Europe, de 5,1% en Amérique du Nord et de 4,7% au Moyen-Orient;
- Dans le secteur de l'aviation d'affaires, il existe un lien étroit entre la demande de formation et les vols d'avions d'affaires. Selon la FAA, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, a affiché une progression de 2,5 % au cours des 12 derniers mois. En outre, selon Eurocontrol, organisme européen voué à la sécurité de la navigation aérienne, le nombre total de vols d'affaires en Europe a augmenté de 1,8 %;
- Le parc mondial d'avions commerciaux devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,5 % par année au cours des deux prochaines décennies. De juin 2017 à juin 2018, la flotte mondiale d'avions commerciaux s'est accrue de 6,7 %, affichant une hausse de 9,3 % en Asie-Pacifique, de 6,3 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de 4,8 % en Amérique.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (iLVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à son savoir-faire et à son expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, CAE est à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement iLVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotes, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustre le programme portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis (EAU). Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Nous fournissons également des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre l'entraînement réel, virtuel et constructif de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. En conséquence, nous nous tournons de plus en plus vers des programmes qui intègrent l'entraînement réel, virtuel et constructif, programmes dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur une composante d'une telle solution. Intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions iLVC innovatrices allant de la formation en classe, sur simulateur et en vol aux répétitions de missions immersives et menées en coopération dans un environnement synthétique. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins en formation, des services de conception de systèmes d'entraînement, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, des dispositifs d'entraînement synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes d'entraînement et de didacticiels, des services de formation en classe, sur simulateur et en vol, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement.

Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous continuons d'accroître notre soutien à l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'OTAN au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions d'entraînement sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Croissance des budgets de défense;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en médecine, soins infirmiers et soins paramédicaux ainsi que des fournisseurs de soins de santé partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant les erreurs médicales. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins aux patients. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît, et les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée et la plus innovatrice de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans quelque 90 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau mondial. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine évolués simulant des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement haute fidélité Lucina a été conçu pour offrir des scénarios de simulation d'un réalisme exceptionnel qui permettent de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares. L'an dernier, nous avons lancé CAE Juno, un mannequin de compétences cliniques destiné à la formation en soins infirmiers permettant aux programmes de soins infirmiers de s'adapter aux nouvelles réalités que sont les conditions complexes des patients hospitalisés et les questions de responsabilité en soins de santé et, en conséquence, les problèmes d'accès aux patients pour les apprenants. Ce trimestre, nous avons annoncé le lancement du nouveau mannequin en soins d'urgence CAE Ares, qui est conçu pour la formation avancée en réanimation et la formation de l'American Heart Association (AHA). Grâce au lancement de deux mannequins de moyenne fidélité, nous fournissons maintenant des outils d'apprentissage innovateurs aux deux plus importants secteurs du marché mondial de la formation en soins de santé, à savoir les soins infirmiers et les services médicaux d'urgence. Nous avons été la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale, et nous continuons d'intégrer la réalité augmentée et virtuelle à nos plateformes logicielles de pointe afin d'offrir des solutions de formation adaptées et des produits révolutionnaires.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients. Notre Académie s'est associée à l'International Nursing Association for Clinical Simulation and Learning pour mettre en place un programme de bourses de recherche fondé sur les meilleures pratiques internationales en matière de simulation dans le secteur des soins de santé, lequel compte des groupes d'étudiants aux États-Unis, au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), nous avons, en septembre 2017 et en mai 2018, lancé les deux premiers modules pour Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offre une formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous a permis d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation au domaine de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire d'un partenariat sectoriel avec un fabricant d'équipements médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération. En janvier 2018, nous avons annoncé une collaboration avec l'AHA en vue d'établir un réseau d'établissements de formation mondiaux qui offriront des cours de secourisme de l'AHA dans des pays actuellement mal desservis. Le premier établissement de formation mondial de l'AHA que CAE Santé est autorisée à exploiter a ouvert ses portes dans le centre de formation polyvalent de CAE Brunei (MPTC) à Brunei Darussalam.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et adaptées;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier 2018, notre notice annuelle et notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2018	31 mars 2018	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,32	1,29	2 %
Euro (€)	1,53	1,59	(4) %
Livre sterling (£)	1,73	1,81	(4) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 juin 2018	31 mars 2018	Augmentation / (diminution)	30 juin 2017	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,29	1,26	2 %	1,35	(4) %
Euro (€)	1,54	1,55	(1) %	1,48	4 %
Livre sterling (£)	1,76	1,75	1 %	1,72	2 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 5,1 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,5 million \$ du résultat net du trimestre considéré par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du premier trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Prises de commandes et carnet de commandes*Prises de commandes*

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel total

Le résultat opérationnel sectoriel total est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme de la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant l'incidence des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des éléments fiscaux non récurrents du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond aux coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition après impôt et aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Premier trimestre de l'exercice 2019

(montants en millions, sauf les montants par action)	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018
Produits des activités ordinaires	722,0	720,9	828,2	618,2	656,2 \$
Coût des ventes	503,3	483,9	572,5	436,7	452,5 \$
Marge brute ²	218,7	237,0	255,7	181,5	203,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	30,3	32,9	30,9	29,4	31,0 %
Frais de recherche et de développement ²	31,3	22,8	29,8	30,0	32,3 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	102,7	112,3	98,6	75,1	94,8 \$
Autres (profits) pertes — montant net	(5,2)	(4,3)	(15,1)	(18,3)	0,3 \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(8,6)	(11,3)	(8,8)	(8,1)	(15,0) \$
Résultat opérationnel ²	98,5	117,5	151,2	102,8	91,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,6	16,3	18,3	16,6	13,9 %
Charges financières — montant net	16,0	24,2	17,2	17,6	18,2 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	82,5	93,3	134,0	85,2	73,1 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	10,9	7,7	(11,8)	23,1	11,9 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)</i>	13	8	(9)	27	16 %
Résultat net	71,6	85,6	145,8	62,1	61,2 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4	82,3	143,8	60,3	59,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	3,3	2,0	1,8	1,6 \$
	71,6	85,6	145,8	62,1	61,2 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	0,26	0,31	0,54	0,22	0,22 \$
Dilué	0,26	0,31	0,53	0,22	0,22 \$

Produits des activités ordinaires poursuivies en hausse de 10 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 65,8 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018. L'augmentation des produits des activités ordinaires s'est établie à 59,3 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 7,6 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité, mais a été en partie contrebalancée par la diminution de 1,1 million \$ enregistrée pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel total² en hausse de 7,2 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel total s'est établi à 98,5 millions \$, soit 13,6 % des produits des activités ordinaires, pour le trimestre, contre 91,3 millions \$, soit 13,9 % des produits des activités ordinaires, pour le premier trimestre de l'exercice 2018.

Le résultat opérationnel sectoriel total s'est accru de 7,2 millions \$, soit 8 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018. La hausse a totalisé 9,4 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et 0,3 million \$ pour le secteur Défense et sécurité, ce qui a été neutralisé en partie par la diminution de 2,5 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en baisse de 2,2 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

La diminution par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par l'augmentation des produits financiers, partiellement neutralisée par la hausse des intérêts sur la dette à long terme.

Taux d'imposition de 13 % pour le trimestre écoulé

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 10,9 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 13 %, comparativement à 16 % au premier trimestre de l'exercice 2018.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

La baisse du taux d'imposition par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par l'incidence des contrôles fiscaux au Canada, contrebalancée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Compte non tenu de l'incidence des contrôles fiscaux, le taux d'imposition se serait établi à 19 % pour le trimestre.

6.2 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

Carnet de commandes total stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	6 839,4 \$
+ prises de commandes	689,0
- produits des activités ordinaires	(722,0)
+/- ajustements	(115,4)
Commandes engagées en fin de période	6 691,0 \$
Carnet de commandes des coentreprises ³ (exclusivement composé de commandes engagées)	365,4
Commandes non financées et options ³	989,9
Carnet de commandes total	8 046,3 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,95. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,34.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018
Solutions de formation pour l'aviation civile	78,3	74,5	119,4	67,3	68,9 \$
	18,2	18,8	22,1	21,2	18,5 %
Défense et sécurité	21,5	36,3	30,3	33,3	24,0 \$
	8,0	12,5	11,7	12,2	9,2 %
Santé	(1,3)	6,7	1,5	2,2	(1,6) \$
	—	19,1	5,4	7,8	— %
Résultat opérationnel sectoriel total	98,5	117,5	151,2	102,8	91,3 \$

Capital utilisé⁴

<i>(montants en millions)</i>	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018
Solutions de formation pour l'aviation civile	2 097,3	2 041,8	1 966,4	1 778,5	2 009,5 \$
Défense et sécurité	1 057,7	944,2	920,1	933,2	887,9 \$
Santé	208,8	211,5	205,0	206,4	213,4 \$
	3 363,8	3 197,5	3 091,5	2 918,1	3 110,8 \$

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

Expansions

- Avec Singapore Airlines, nous avons, en juillet 2018, conclu l'entente visant la nouvelle coentreprise SCFT qui amorcera ses activités au deuxième trimestre de l'exercice 2019;
- Avec Avianca Holdings S.A., nous avons annoncé la signature d'un accord en vue de créer une coentreprise à Bogota (Colombie) qui sera chargée de la formation de tous les pilotes d'Avianca et qui offrira également des services de formation aux autres compagnies aériennes de la région;
- Nous avons annoncé l'élargissement de notre présence dans le marché de la formation des pilotes d'avions d'affaires en Europe avec le lancement du FFS Bombardier Global 5000/6000 au centre Burgess Hill (Royaume-Uni);
- Nous avons annoncé l'expansion de notre capacité de formation en Europe avec le lancement d'un FFS Boeing 787 à Madrid (Espagne).

Nouveaux programmes et produits

- Avec Aeromexico Formacion, nous avons lancé un nouveau programme de formation des élèves-pilotes unique en son genre au Mexique.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 499,3 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 18 FFS dans toutes les régions.

Principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un contrat à long terme exclusif de 3 ans pour la formation des pilotes avec Asiana Airlines, par l'intermédiaire de notre coentreprise, CAE Korea;
- Un contrat de formation à long terme exclusif de 5 ans avec Volaris;
- Un contrat à long terme de 5 ans pour la formation des pilotes avec Wideroe;
- Un contrat de formation à long terme de 3 ans avec Air Mauritius;
- Un contrat à long terme exclusif de 3 ans pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec OJets.

Résultats financiers

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés, le taux d'utilisation et les FFS livrés)

	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018
Produits des activités ordinaires	430,9	395,3	540,5	317,9	371,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	78,3	74,5	119,4	67,3	68,9 \$
Marges opérationnelles	18,2	18,8	22,1	21,2	18,5 %
Dotation aux amortissements	34,9	33,7	35,9	31,8	35,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	47,2	50,2	38,9	21,9	32,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	7,7	4,1	6,3	1,9	6,0 \$
Capital utilisé	2 097,3	2 041,8	1 966,4	1 778,5	2 009,5 \$
Carnet de commandes total	4 148,2	4 131,1	3 925,6	3 337,4	3 424,4 \$
Unités NES ⁵	213	212	205	199	209
FFS déployés dans le réseau de CAE	260	255	252	249	269
Taux d'utilisation ⁵	80	82	75	70	78 %
FFS livrés	12	8	18	11	8

Produits des activités ordinaires en hausse de 16 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

Les produits des activités ordinaires ont augmenté par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs en raison de l'accroissement des livraisons, de l'intégration dans nos résultats des produits des activités ordinaires de l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. (l'AACE) par suite de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % au troisième trimestre de l'exercice 2018, de l'apport des simulateurs nouvellement déployés dans notre réseau, essentiellement en Europe et en Amérique, et du taux d'utilisation accru de simulateurs en Amérique.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 14 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 78,3 millions \$ (18,2 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, contre 68,9 millions \$ (18,5 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2018.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 9,4 millions \$, soit 14 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés de notre usine de fabrication, au taux d'utilisation accru de simulateurs et aux simulateurs nouvellement déployés en Amérique, comme il est expliqué plus haut. La hausse a été annulée en partie par l'augmentation des coûts attribuable à la mise en service des simulateurs nouvellement déployés en Europe.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 47,2 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 27,4 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 19,8 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 55,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation en regard du trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie essentiellement attribuable à la hausse des stocks et des actifs sur contrats, par l'augmentation des immobilisations corporelles et par la baisse des profits différés et des autres passifs non courants. L'augmentation a été contrebalancée en partie par les variations du change.

Carnet de commandes total stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	3 835,3 \$
+ prises de commandes	499,3
- produits des activités ordinaires	(430,9)
+/- ajustements	(54,4)
Commandes engagées en fin de période	3 849,3 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	298,9
Carnet de commandes total	4 148,2 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'incidence défavorable des variations du change et la réévaluation de contrats d'exercices antérieurs.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,16 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,45.

7.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons formé SkyAlyne Canada Inc., une coentreprise avec KF Aerospace qui se concentrera sur le développement et la prestation de solutions d'entraînement de renommée mondiale destinées aux pilotes et aux équipages militaires au Canada;
- Nous mettrons en place un centre de simulation international conjoint pour un client du Gulf Cooperation Council, où nous fournirons une solution complète de simulation constructive pour l'entraînement du personnel de commandement et d'état-major;
- La Royal Australian Air Force (RAAF) a mis en service un nouveau dispositif d'entraînement aux opérations d'arrimage et de largage C-130J à la base de la RAAF à Richmond, où nous fournirons dorénavant des services de soutien sur place.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 166,9 millions \$, notamment :

- Un contrat du ministère de la Défense du Brunei pour fournir des services d'entraînement additionnels sur le simulateur S-70i Black Hawk au MPTC CAE Brunei;
- Un contrat de l'Agence de gestion des programmes Eurofighter et Tornado de l'OTAN pour réaliser des mises à niveau des simulateurs Tornado des forces aériennes allemandes;
- Un contrat de L-3 MAS pour continuer de fournir une gamme de solutions de soutien en service sur l'appareil CF-18 de l'Aviation royale canadienne;
- Un contrat de la U.S. Navy pour fournir des instructeurs pour des formations en classe et sur simulateur à cinq bases aéronavales afin de soutenir la formation de base, intermédiaire et avancée des pilotes.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018
Produits des activités ordinaires	268,3	290,5	259,8	272,0	260,7 \$
Résultat opérationnel sectoriel	21,5	36,3	30,3	33,3	24,0 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	8,0	12,5	11,7	12,2	9,2 %
Dotations aux amortissements	10,8	10,8	10,3	14,0	14,8 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	5,4	6,8	3,4	2,3	15,1 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	8,4	9,2	3,6	5,2	3,6 \$
Capital utilisé	1 057,7	944,2	920,1	933,2	887,9 \$
Carnet de commandes total	3 898,1	3 937,2	3 609,3	3 666,9	4 165,6 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 3 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

La hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, contrebalancée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et par l'incidence défavorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements à l'étranger.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 10 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 21,5 millions \$ (8,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, comparativement à 24,0 millions \$ (9,2 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2018.

La baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement et par la baisse des volumes à l'égard des programmes européens, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des frais de vente, généraux et d'administration.

Capital utilisé en hausse de 113,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, en grande partie du fait de la baisse des passifs sur contrats, à la hausse des créances clients et autres débiteurs, à la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer et à la hausse des actifs sur contrats.

Carnet de commandes total en baisse de 1 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2018
Commandes engagées en début de période (montant retraité)	3 004,1 \$
+ prises de commandes	166,9
- produits des activités ordinaires	(268,3)
+/- ajustements	(61,0)
Commandes engagées en fin de période	2 841,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	66,5
Commandes non financées et options	989,9
Carnet de commandes total	3 898,1 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'annulation d'une commande et par l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,62. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,20.

Au cours du trimestre, des commandes de 162,8 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 32,3 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé CAE Ares, un mannequin en soins d'urgence conçu pour satisfaire et dépasser les exigences de formation en réanimation des fournisseurs de soins d'urgence partout dans le monde. Nous nous attendons à amorcer la livraison d'Ares au deuxième trimestre de l'exercice 2019;
- L'ASA et nous avons lancé Anesthesia SimSTAT — Appendectomy, deuxième d'une série de modules interactifs de simulation d'anesthésies sur écran, pour lequel l'American Board of Anesthesiology accordera des crédits de MOCA.

Expansion

- Nous avons conclu une entente conjointe avec l'Université McGill et DePuy Synthes Products, division de Johnson & Johnson, pour la conception d'une nouvelle plateforme de réalité virtuelle destinée à la formation des chirurgiens orthopédistes et des neurochirurgiens en techniques avancées de chirurgie de la colonne vertébrale.

Prix récompensant l'innovation

- L'American Society of Association Executives a accordé le prix Argent *Power of A* à Anesthesia SimSTAT, soulignant son rôle de moteur d'innovation qui prépare la société pour l'avenir.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé pour le trimestre ont été dominées par les simulateurs de patients et les simulateurs d'échographie vendus directement à nos clients en Amérique du Nord et par l'intermédiaire de nos distributeurs à l'échelle internationale.

Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018
Produits des activités ordinaires	22,8	35,1	27,9	28,3	23,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	(1,3)	6,7	1,5	2,2	(1,6) \$
Marges opérationnelles	—	19,1	5,4	7,8	— %
Dotations aux amortissements	3,1	3,2	3,2	3,1	3,6 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,5	0,4	0,7	0,2	1,3 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	1,9	2,1	1,5	2,3	1,5 \$
Capital utilisé	208,8	211,5	205,0	206,4	213,4 \$

Produits des activités ordinaires en baisse de 5 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

La baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'intervention du fait d'une importante commande militaire reçue à l'exercice précédent, neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients.

Perte opérationnelle sectorielle en baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018

Le résultat opérationnel sectoriel correspond à une perte de 1,3 million \$ pour le trimestre, contre une perte de 1,6 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2018.

L'amélioration par rapport au premier trimestre de l'exercice 2018 s'explique en grande partie par une combinaison favorable de produits, annulée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires, comme il est expliqué plus haut, et par l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration.

Capital utilisé en baisse de 2,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution en regard du trimestre précédent est attribuable à la baisse du fonds de roulement hors trésorerie découlant de la diminution des créances clients et autres débiteurs, neutralisée en partie par l'accroissement des stocks. Cette baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des immobilisations incorporelles, laquelle est essentiellement attribuable aux variations du change.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	T1-2019	T1-2018
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	117,2 \$	81,9 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(147,8)	(101,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	(30,6) \$	(19,2) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁶	(23,4)	(14,9)
Autres actifs	(4,9)	(5,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	2,3	5,1
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(6,1)	—
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	—	17,1
Dividendes versés	(23,1)	(21,0)
Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies ⁶	(85,8) \$	(37,9) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁶	(29,7)	(34,2)
Frais de développement inscrits à l'actif	(13,1)	(6,1)
Actions ordinaires rachetées	(6,5)	(2,7)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	4,6	9,0
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(6,1)	1,4
Diminution nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(136,6) \$	(70,5) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies d'un montant négatif de 85,8 millions \$ pour le trimestre

La baisse en regard du premier trimestre de l'exercice 2018 est en grande partie attribuable à l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, à la diminution des dividendes reçus des participations mises en équivalence et à l'augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, facteurs neutralisés en partie par la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 53,1 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 29,7 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 23,4 millions \$.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	30 juin 2018	31 mars 2018
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 108,0 \$	2 123,3 \$
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(500,1)	(611,5)
Passifs courants	(1 488,8)	(1 474,1)
Déduire : Partie courante de la dette à long terme	119,2	52,2
Fonds de roulement hors trésorerie ⁷	238,3 \$	89,9 \$
Immobilisations corporelles	1 818,9	1 803,9
Autres actifs non courants	1 864,0	1 853,0
Autres passifs non courants	(794,1)	(799,9)
Total du capital utilisé	3 127,1 \$	2 946,9 \$
Provenance du capital⁷		
Partie courante de la dette à long terme	119,2 \$	52,2 \$
Dette à long terme	1 192,4	1 208,7
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(500,1)	(611,5)
Dette nette ⁷	811,5 \$	649,4 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 242,6	2 229,1
Participations ne donnant pas le contrôle	73,0	68,4
Provenance du capital	3 127,1 \$	2 946,9 \$

Capital utilisé en hausse de 180,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie, des immobilisations corporelles et des autres actifs non courants.

Notre RCU⁷ a été de 14,6 % pour le trimestre, comparativement à 10,7 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent et à 14,7 % pour le trimestre précédent. Le RCU est tributaire du produit d'impôt sur le résultat découlant de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral des sociétés aux États-Unis et des profits nets sur les transactions stratégiques liées à nos coentreprises asiatiques à l'exercice 2018. Abstraction faite de ces facteurs, notre RCU se serait établi à 12,6 % pour le trimestre et à 12,7 % pour le trimestre précédent.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 148,4 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'accroissement est essentiellement attribuable à la baisse des passifs sur contrat, à la hausse des stocks, des actifs sur contrat et des créances clients et autres débiteurs, ainsi qu'à la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer.

Immobilisations corporelles en hausse de 15,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation découle en grande partie des dépenses d'investissement en immobilisations, neutralisées en partie par la dotation aux amortissements et par les variations du change.

Autres actifs non courants en hausse de 11,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique d'abord et avant tout par l'investissement accru dans les participations mises en équivalence attribuable à la quote-part du résultat des coentreprises.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2018
Dette nette en début de période	649,4 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	136,6
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	15,8
Autres	9,7
Augmentation de la dette nette pour la période	162,1 \$
Dette nette en fin de période	811,5 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁸	26,0 %

Nous disposons d'une marge de crédit à taux variable consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également conclu une entente visant la vente de certaines de nos créances clients (programme d'actifs financiers courants) d'un montant d'au plus 300,0 millions \$ US.

En avril 2018, nous avons conclu un emprunt à terme pour le financement de plusieurs simulateurs en Asie du Sud-Est, lequel représentait une obligation d'emprunt de 56,4 millions \$ au 30 juin 2018.

En avril 2018, nous avons racheté divers actifs qui étaient auparavant financés aux termes de contrats de location simple. L'acquisition a été financée au moyen d'un emprunt à terme qui représentait une obligation de 17,2 millions \$ au 30 juin 2018.

En juin 2018, nous avons remboursé des emprunts à terme sans droit de recours de 28,9 millions \$, lesquels avaient été acquis dans le cadre de l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans l'AACE.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien de certaines clauses respectives de nature financière usuelles. Au 30 juin 2018, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 18,1 millions \$ pour le trimestre

La hausse des capitaux propres s'explique en grande partie par le résultat net correspondant à un bénéfice de 71,6 millions \$, annulé en partie par l'incidence défavorable des variations de change de 30,0 millions \$ et par les dividendes de 23,1 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2018, nous avions au total 267 820 993 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 639,1 millions \$. Nous avons également 7 536 925 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 juillet 2018, nous avions un total de 267 866 743 actions ordinaires émises et en circulation, et 7 480 275 options étaient en cours aux termes du ROA.

Rachat et annulation d'actions

Le 9 février 2018, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 349 804 de nos actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2018 et prendra fin le 22 février 2019 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2018, nous avons racheté et annulé 267 100 actions ordinaires (123 300 actions ordinaires en 2017) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 24,42 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 6,5 millions \$ (2,7 millions \$ en 2017). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 5,9 millions \$ (2,4 millions \$ en 2017), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 31 juillet 2018, nous avons acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering (AOCE) pour une contrepartie en trésorerie d'environ 29 millions \$ US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. Située à Williamsburg (Virginie), AOCE est un fournisseur de services d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation, ainsi que de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis.

Le 8 août 2018, nous avons annoncé notre intention d'investir 1 milliard \$ en R-D au cours des cinq prochaines années, notamment dans le Projet Intelligence numérique. L'objectif de ce projet est de développer, pour les secteurs de l'aviation, de la défense et de la sécurité et de la santé, des solutions de formation de prochaine génération qui mettront à profit les technologies numériques. Les gouvernements du Canada et du Québec ont accepté de participer au Projet Intelligence numérique en investissant des montants en partie remboursables de 150 millions \$ et de 47,5 millions \$, respectivement.

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client a obtenu (ou à mesure qu'il obtient) le contrôle des biens ou des services. La nouvelle norme fournit également des directives concernant les transactions qui n'étaient pas abordées en détail, améliore les directives concernant les accords de prestations multiples et rehausse les obligations d'information sur les produits des activités ordinaires.

CAE a adopté IFRS 15 le 1^{er} avril 2018. Nous avons choisi d'appliquer cette norme selon l'approche rétrospective intégrale, qui prévoit le retraitement de nos résultats de 2018 et l'inscription d'un ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} avril 2017. Nous avons également choisi d'utiliser les mesures de simplification suivantes :

- Les contrats conclus le 1^{er} avril 2017 ou avant cette date n'ont pas été retraités;
- L'effet global des modifications apportées aux contrats conclus avant le 1^{er} avril 2017 a été reflété lorsque les obligations de prestation remplies et non remplies ont été identifiées et que les prix de transaction devant être affectés à ces éléments ont été déterminés; et
- Ni le montant des prix de transaction attribué aux obligations de prestation qui restent à remplir ni la dépréciation prévue de ce montant ne sera présenté pour les périodes antérieures au 1^{er} avril 2018.

Nous avons examiné nos contrats commerciaux afin d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos pratiques de comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'adoption de la nouvelle norme a eu les répercussions suivantes :

- Les produits des activités ordinaires liés à certaines obligations de prestation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisfont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces obligations de prestation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. À mesure que les obligations de prestation à l'égard de ces dispositifs sont atteintes et que la fabrication progresse, les coûts visant la construction sont comptabilisés dans les stocks;
- Une partie de la contrepartie provenant des contrats au titre desquels nous recevons d'importants paiements anticipés doit dorénavant être attribuée à une composante financement importante lorsque certains critères sont réunis;
- L'identification des obligations de prestation pour certains accords de prestations multiples a changé;
- Nous présentons auparavant les actifs et les passifs sur contrat de construction dans les contrats en cours, alors que les soldes liés à la vente de biens et de services étaient classés en tant que créances clients non facturées et produits différés. Les soldes individuels de chaque contrat sont dorénavant présentés en tant qu'actifs ou passifs sur contrat.

Les tableaux suivants présentent l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 15 :

Rapprochement de la situation financière

	1 ^{er} avril 2017			31 mars 2018		
	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,7 \$	— \$	504,7 \$	611,5 \$	— \$	611,5 \$
Créances clients et autres débiteurs	548,4	(98,3)	450,1	568,4	(116,4)	452,0
Contrats en cours : actifs	337,5	(337,5)	—	401,6	(401,6)	—
Actifs sur contrat	—	348,5	348,5	—	439,7	439,7
Stocks	416,3	132,7	549,0	375,3	140,8	516,1
Acomptes	63,8	—	63,8	50,0	—	50,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	25,6	—	25,6	40,7	—	40,7
Actifs financiers dérivés	23,4	—	23,4	13,3	—	13,3
Total de l'actif courant	1 919,7 \$	45,4 \$	1 965,1 \$	2 060,8 \$	62,5 \$	2 123,3 \$
Immobilisations corporelles	1 582,6	—	1 582,6	1 803,9	—	1 803,9
Immobilisations incorporelles	944,0	—	944,0	1 055,6	—	1 055,6
Participations mises en équivalence	378,4	(2,6)	375,8	244,5	(1,8)	242,7
Actifs d'impôt différé	42,8	0,1	42,9	60,9	0,3	61,2
Actifs financiers dérivés	16,0	—	16,0	11,5	—	11,5
Autres actifs	471,3	—	471,3	482,0	—	482,0
Total de l'actif	5 354,8 \$	42,9 \$	5 397,7 \$	5 719,2 \$	61,0 \$	5 780,2 \$
Passif et capitaux propres						
Dettes fournisseurs et charges à payer	695,2 \$	(9,1) \$	686,1 \$	669,6 \$	(2,7) \$	666,9 \$
Provisions	43,2	—	43,2	32,1	—	32,1
Impôt sur le résultat à payer	9,6	—	9,6	15,3	—	15,3
Produits différés	266,6	(255,2)	11,4	371,5	(361,5)	10,0
Contrats en cours : passifs	191,9	(191,9)	—	161,8	(161,8)	—
Passifs sur contrat	—	593,4	593,4	—	679,5	679,5
Partie courante de la dette à long terme	51,9	—	51,9	52,2	—	52,2
Passifs financiers dérivés	15,5	—	15,5	18,1	—	18,1
Total du passif courant	1 273,9 \$	137,2 \$	1 411,1 \$	1 320,6 \$	153,5 \$	1 474,1 \$
Provisions	39,1	—	39,1	39,5	—	39,5
Dette à long terme	1 203,5	—	1 203,5	1 208,7	—	1 208,7
Obligations relatives aux redevances	138,5	—	138,5	140,8	—	140,8
Obligations au titre des avantages du personnel	157,7	—	157,7	200,6	—	200,6
Profits différés et autres passifs	217,8	—	217,8	229,9	—	229,9
Passifs d'impôt différé	238,6	(25,6)	213,0	208,1	(23,4)	184,7
Passifs financiers dérivés	4,7	—	4,7	4,4	—	4,4
Total du passif	3 273,8 \$	111,6 \$	3 385,4 \$	3 352,6 \$	130,1 \$	3 482,7 \$
Capitaux propres						
Capital-actions	615,4 \$	— \$	615,4 \$	633,2 \$	— \$	633,2 \$
Surplus d'apport	19,4	—	19,4	21,3	—	21,3
Cumul des autres éléments du résultat global	193,7	(2,6)	191,1	262,3	(2,0)	260,3
Résultats non distribués	1 192,3	(66,1)	1 126,2	1 381,4	(67,1)	1 314,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 020,8 \$	(68,7) \$	1 952,1 \$	2 298,2 \$	(69,1) \$	2 229,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	60,2	—	60,2	68,4	—	68,4
Total des capitaux propres	2 081,0 \$	(68,7) \$	2 012,3 \$	2 366,6 \$	(69,1) \$	2 297,5 \$
Total du passif et des capitaux propres	5 354,8 \$	42,9 \$	5 397,7 \$	5 719,2 \$	61,0 \$	5 780,2 \$

Rapprochement du résultat net

	Trimestre clos le 30 juin 2017			Exercice clos le 31 mars 2018		
	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité	Chiffres présentés	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	698,9 \$	(42,7) \$	656,2 \$	2 830,0 \$	(6,5) \$	2 823,5 \$
Coût des ventes	486,2	(33,7)	452,5	1 953,1	(7,5)	1 945,6
Marge brute	212,7 \$	(9,0) \$	203,7 \$	876,9 \$	1,0 \$	877,9 \$
Frais de recherche et de développement	32,3	—	32,3	114,9	—	114,9
Frais de vente, généraux et d'administration	94,8	—	94,8	380,8	—	380,8
Autres pertes (profits) — montant net	0,3	—	0,3	(37,4)	—	(37,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(12,5)	(2,5)	(15,0)	(42,4)	(0,8)	(43,2)
Résultat opérationnel	97,8 \$	(6,5) \$	91,3 \$	461,0 \$	1,8 \$	462,8 \$
Charges financières — montant net	17,8	0,4	18,2	76,2	1,0	77,2
Résultat avant impôt sur le résultat	80,0 \$	(6,9) \$	73,1 \$	384,8 \$	0,8 \$	385,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	14,6	(2,7)	11,9	29,1	1,8	30,9
Résultat net	65,4 \$	(4,2) \$	61,2 \$	355,7 \$	(1,0) \$	354,7 \$
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	63,8 \$	(4,2) \$	59,6 \$	347,0 \$	(1,0) \$	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	—	1,6	8,7	—	8,7
	65,4 \$	(4,2) \$	61,2 \$	355,7 \$	(1,0) \$	354,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base	0,24 \$	(0,02) \$	0,22 \$	1,29 \$	— \$	1,29 \$
Dilué	0,24 \$	(0,02) \$	0,22 \$	1,29 \$	(0,01) \$	1,28 \$

Bien que le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats soit impacté, ils n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-dessous :

Comptabilisation des produits des activités ordinaires**Obligations de prestation**

Une obligation de prestation est une promesse contractuelle envers un client qui prévoit la fourniture à celui-ci d'un bien ou d'un service distinct. Il s'agit de l'unité de comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Le prix de transaction est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé dans les produits des activités ordinaires lorsque l'obligation de prestation est remplie, ou à mesure qu'elle est remplie. Le prix de transaction comprend, entre autres éléments et lorsque cela est nécessaire, le montant de contrepartie variable estimative dans la seule mesure où il est hautement probable qu'aucune reprise importante du montant cumulé des produits des activités ordinaires comptabilisés ne surviendra ultérieurement. La contrepartie variable est habituellement tirée d'incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes, de même que de pénalités. Nous tenons également compte de l'existence d'une composante financement importante dans les contrats dont le calendrier d'encaissement et le calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont substantiellement différents.

Le prix de transaction des contrats ayant des obligations de prestation multiples est affecté en fonction des prix de vente spécifiques estimatifs des biens ou des services promis qui sous-tendent chaque obligation de prestation. Si un prix de vente spécifique ne peut être observé directement à partir des ventes distinctes de biens ou de services à des clients similaires, nous l'estimons en fonction du coût que nous prévoyons engager, plus une marge appropriée.

Nos obligations de prestation sont remplies progressivement ou à un moment précis.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients pour la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode fondée sur les intrants si nous déterminons que ces dispositifs ne peuvent servir à d'autres fins et que nous avons un droit juridiquement exécutoire à contrepartie pour les travaux exécutés à ce jour. Si nous déterminons que ces dispositifs peuvent servir à d'autres fins, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client obtient le contrôle des biens à leur achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente d'heures ou de cours de formation sont comptabilisés à un moment précis, soit à l'achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de services de maintenance de produits et de soutien après la livraison sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'estimation du temps écoulé. Les produits des activités ordinaires tirés des services de mise à niveau sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode du coût des intrants.

Soldes des contrats

Les créances clients comprennent les montants facturés et les montants actuellement à recevoir des clients. Un actif sur contrat est comptabilisé lorsque des produits des activités ordinaires sont comptabilisés en sus des montants facturés ou lorsque nous avons un droit à contrepartie et que ce droit est conditionnel à un facteur autre que l'écoulement du temps. Un passif sur contrat est comptabilisé au titre des paiements reçus en sus des produits des activités ordinaires comptabilisés. Les actifs et les passifs sur contrat sont présentés sur une base nette pour chaque contrat à la date de clôture.

Recours au jugement et utilisation d'estimations et de provisions

L'application d'IFRS 15 exige que nous posions des jugements et fassions des estimations qui influent sur le moment et le montant de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, notamment des jugements et des estimations relatifs :

- Au regroupement de contrats;
- Au prix de transaction et aux montants affectés aux obligations de prestation;
- Au moment où les obligations de prestation sont remplies.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 intègre les trois facettes de la comptabilisation des instruments financiers, à savoir le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture.

IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement et d'évaluation des actifs financiers en fonction du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans la nouvelle norme.

IFRS 9 remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39 par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Plus précisément, la nouvelle norme exige des entités qu'elles comptabilisent les pertes de crédit attendues lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers et qu'elles constatent les pertes de crédit attendues plus rapidement.

Le nouveau modèle de comptabilité de couverture est davantage fondé sur les principes et aligne davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques.

Nous avons adopté IFRS 9 rétrospectivement en date du 1^{er} avril 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-dessous :

Instruments financiers

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite classés comme étant évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) ou à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Un actif financier dont les conditions contractuelles donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts doit être ultérieurement évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et à la JVAERG si elle s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers.

Tous les autres actifs financiers sont ultérieurement évalués à la JVRN, sauf si, lors de la comptabilisation initiale d'un placement dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, nous choisissons de présenter les variations de la juste valeur de cet instrument dans les autres éléments du résultat global. Dans le cas des placements dans des instruments de capitaux propres dont les variations de la juste valeur sont présentées dans les autres éléments du résultat global, les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont jamais reclassés en résultat.

Les catégories « détenus jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « détenus en vue de la vente » d'IAS 39 sont éliminées. Les actifs financiers classés en tant que prêts et créances et que détenus en vue de la vente au 31 mars 2018 ont respectivement été reclassés dans les actifs financiers au coût amorti et à la JVAERG.

Dépréciation

Le modèle des pertes de crédit attendues s'applique aux instruments financiers comptabilisés au coût amorti. Ce modèle fait appel à une double approche d'évaluation aux termes de laquelle la provision pour pertes est évaluée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Nous avons appliqué l'approche simplifiée et comptabilisé les pertes de crédit attendues pour la durée de vie des créances clients et des actifs sur contrat.

Comptabilité de couverture

Toutes les relations de couverture qui sont actuellement désignées comme étant efficaces demeurent admissibles à la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9. IFRS 9 ne modifie pas les principes généraux de comptabilisation des couvertures efficaces, mais introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui exige que nous nous assurions que la comptabilité de couverture est mieux alignée avec les objectifs et la stratégie de gestion des risques. Ce nouveau modèle nous oblige également à appliquer une approche plus qualitative et prospective en matière d'évaluation de l'efficacité de la couverture.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées**IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent toutefois de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur pour le bailleur.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique à l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2019. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés. Dans les cas où nous sommes le preneur aux termes de contrats de location qui étaient considérés comme des contrats de location simple aux termes d'IAS 17, nous prévoyons que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation d'actifs et de passifs à l'état consolidé de la situation financière. La modification des exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation découlant de l'adoption de cette norme devrait donner lieu à une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2018, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière évaluent périodiquement l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information chaque trimestre. À la clôture du premier trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

13. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)

	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2019					
Produits des activités ordinaires	722,0	1)	1)	1)	722,0 \$
Résultat net	71,6	1)	1)	1)	71,6 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4	1)	1)	1)	69,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	1)	1)	1)	2,2 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	1)	1)	1)	0,26 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,6	1)	1)	1)	267,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,3	1)	1)	1)	269,3
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1)	1)	1)	1,29
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1)	1)	1)	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,76	1)	1)	1)	1,76
Exercice 2018					
Produits des activités ordinaires	656,2	618,2	828,2	720,9	2 823,5 \$
Résultat net	61,2	62,1	145,8	85,6	354,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	59,6	60,3	143,8	82,3	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	1,8	2,0	3,3	8,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,54	0,31	1,29 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,53	0,31	1,28 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	268,6	268,7	268,1	267,6	268,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,8	269,9	269,5	269,0	269,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,35	1,26	1,27	1,26	1,28
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,47	1,49	1,55	1,50
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,64	1,68	1,75	1,70
Exercice 2017²⁾					
Produits des activités ordinaires	651,6	635,5	682,7	734,7	2 704,5 \$
Résultat net	69,3	48,9	69,3	69,1	256,6 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	68,7	48,3	67,6	67,4	252,0 \$
Activités abandonnées	(0,1)	0,1	0,2	(0,7)	(0,5) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,7	0,5	1,5	2,4	5,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	0,25	0,25	0,94 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	0,25	0,25	0,94 \$
Activités abandonnées	—	—	—	—	— \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,25	0,18	0,25	0,25	0,93 \$
Activités poursuivies	0,25	0,18	0,25	0,25	0,93 \$
Activités abandonnées	—	—	—	—	— \$
Résultat par action avant les éléments particuliers ⁹⁾	0,26	0,21	0,26	0,31	1,03 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	269,3	268,7	268,5	268,3	268,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,6	269,6	269,7	269,6	269,6
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,30	1,33	1,32	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,46	1,46	1,44	1,41	1,44
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,85	1,71	1,66	1,64	1,71

1) Non disponible.

2) Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 15. De plus amples renseignements sont présentés sous *Modifications de méthodes comptables*.⁹⁾ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

État consolidé de la situation financière

<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2018	31 mars 2018	1 avril 2017
		Retraité (note 2)	Retraité (note 2)
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	500,1 \$	611,5 \$	504,7 \$
Créances clients et autres débiteurs	474,1	452,0	450,1
Actifs sur contrat	467,5	439,7	348,5
Stocks	545,7	516,1	549,0
Acomptes	51,3	50,0	63,8
Impôt sur le résultat à recouvrer	52,4	40,7	25,6
Actifs financiers dérivés	16,9	13,3	23,4
Total de l'actif courant	2 108,0 \$	2 123,3 \$	1 965,1 \$
Immobilisations corporelles	1 818,9	1 803,9	1 582,6
Immobilisations incorporelles	1 050,8	1 055,6	944,0
Participations mises en équivalence	252,2	242,7	375,8
Actifs d'impôt différé	58,0	61,2	42,9
Actifs financiers dérivés	10,3	11,5	16,0
Autres actifs	492,7	482,0	471,3
Total de l'actif	5 790,9 \$	5 780,2 \$	5 397,7 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer	654,8 \$	666,9 \$	686,1 \$
Provisions	28,7	32,1	43,2
Impôt sur le résultat à payer	14,1	15,3	9,6
Produits différés	10,7	10,0	11,4
Passifs sur contrat	641,6	679,5	593,4
Partie courante de la dette à long terme	119,2	52,2	51,9
Passifs financiers dérivés	19,7	18,1	15,5
Total du passif courant	1 488,8 \$	1 474,1 \$	1 411,1 \$
Provisions	38,6	39,5	39,1
Dette à long terme	1 192,4	1 208,7	1 203,5
Obligations relatives aux redevances	144,4	140,8	138,5
Obligations au titre des avantages du personnel	198,6	200,6	157,7
Profits différés et autres passifs	214,7	229,9	217,8
Passifs d'impôt différé	193,4	184,7	213,0
Passifs financiers dérivés	4,4	4,4	4,7
Total du passif	3 475,3 \$	3 482,7 \$	3 385,4 \$
Capitaux propres			
Capital-actions	639,1 \$	633,2 \$	615,4 \$
Surplus d'apport	24,7	21,3	19,4
Cumul des autres éléments du résultat global	222,0	260,3	191,1
Résultats non distribués	1 356,8	1 314,3	1 126,2
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 242,6 \$	2 229,1 \$	1 952,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	73,0	68,4	60,2
Total des capitaux propres	2 315,6 \$	2 297,5 \$	2 012,3 \$
Total du passif et des capitaux propres	5 790,9 \$	5 780,2 \$	5 397,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat net

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>				
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>		Notes	2018	2017
				Retraité (note 2)
Produits des activités ordinaires	3		722,0 \$	656,2 \$
Coût des ventes			503,3	452,5
Marge brute			218,7 \$	203,7 \$
Frais de recherche et de développement			31,3	32,3
Frais de vente, généraux et d'administration			102,7	94,8
Autres (profits) pertes – montant net	4		(5,2)	0,3
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	3		(8,6)	(15,0)
Résultat opérationnel			98,5 \$	91,3 \$
Charges financières – montant net	5		16,0	18,2
Résultat avant impôt sur le résultat			82,5 \$	73,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat			10,9	11,9
Résultat net			71,6 \$	61,2 \$
Attribuable aux:				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société			69,4 \$	59,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle			2,2	1,6
Résultat par action attribuable				
aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	7		0,26 \$	0,22 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2018	2017
Résultat net	71,6 \$	61,2 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net		Retraité
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	(20,8) \$	(8,8) \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(3,3)	(0,7)
(Perte) gain des couvertures de flux de trésorerie – montant net	(8,4)	7,7
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	2,4	1,2
(Perte) gain d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(9,7)	12,2
Impôt sur le résultat	3,9	(1,1)
	(35,9) \$	10,5 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net		
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	4,2 \$	(27,2) \$
Impôt sur le résultat	(1,1)	7,2
	3,1 \$	(20,0) \$
Autres éléments du résultat global	(32,8) \$	(9,5) \$
Total du résultat global	38,8 \$	51,7 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	34,2 \$	51,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	4,6	0,5

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								
	Notes	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>Trimestres clos le 30 juin 2018</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)									
Solides à l'ouverture de la période (Retraité note 2)		267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$
Résultat net		—	—	—	(38,3)	69,4 \$	69,4 \$	2,2 \$	71,6 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	—	3,1	(35,2)	2,4	(32,8)
Total du résultat global		—	—	—	(38,3)	72,5 \$	34,2 \$	4,6 \$	38,8 \$
Options sur actions exercées		313 350	5,5	(0,7)	—	—	4,8	—	4,8
Achat facultatif au comptant d'actions		647	—	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires rachetées et annulées		(267 100)	(0,6)	—	—	(5,9)	(6,5)	—	(6,5)
Charge de rémunération fondés sur des actions		7	—	4,1	—	—	4,1	—	4,1
Dividendes en actions		7	1,0	—	—	(1,0)	—	—	—
Dividendes en trésorerie		7	—	—	—	(23,1)	(23,1)	—	(23,1)
Solides à la clôture de la période		267 820 993	639,1 \$	24,7 \$	222,0 \$	1 356,8 \$	2 242,6 \$	73,0 \$	2 315,6 \$
<i>Trimestres clos le 30 juin 2017</i> (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)									
Solides à l'ouverture de la période (Retraité note 2)		268 397 224	615,4 \$	19,4 \$	191,1 \$	1 126,2 \$	1 952,1 \$	60,2 \$	2 012,3 \$
Résultat net		—	—	—	—	59,6 \$	59,6 \$	1,6 \$	61,2 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	11,6	(20,0)	(8,4)	(1,1)	(9,5)
Total du résultat global		—	—	—	11,6 \$	39,6 \$	51,2 \$	0,5 \$	51,7 \$
Options sur actions exercées		745 050	11,2	(1,8)	—	—	9,4	—	9,4
Achat facultatif au comptant d'actions		647	—	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires rachetées et annulées		(123 300)	(0,3)	—	—	(2,4)	(2,7)	—	(2,7)
Charge de rémunération fondés sur des actions		7	—	3,2	—	—	3,2	—	3,2
Dividendes en actions		7	0,5	—	—	(0,5)	—	—	—
Dividendes en trésorerie		7	—	—	—	(21,0)	(21,0)	—	(21,0)
Solides à la clôture de la période (Retraité)		269 042 835	626,8 \$	20,8 \$	202,7 \$	1 141,9 \$	1 992,2 \$	60,7 \$	2 052,9 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Trimestres clos les 30 juin (montants en millions de dollars canadiens)		Notes	2018	2017
				Retraité
Activités opérationnelles				
Résultat net			71,6 \$	61,2 \$
Ajustements pour :				
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	3		30,7	31,2
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	3		18,1	22,4
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence			(8,6)	(15,0)
Impôt sur le résultat différé			12,4	(3,5)
Crédits d'impôt à l'investissement			(2,7)	(3,1)
Rémunération fondée sur des actions			(5,1)	(1,3)
Régimes de retraite à prestations définies			3,0	2,6
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants			(7,7)	(12,4)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net			(1,5)	(6,4)
Autres			7,0	6,2
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	8		(147,8)	(101,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles			(30,6) \$	(19,2) \$
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	3		(53,1) \$	(49,1) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles			2,3	5,1
Ajouts d'immobilisations incorporelles	3		(18,0)	(11,1)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence			(6,1)	—
Dividendes reçus des participations mises en équivalence			—	17,1
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement			(74,9) \$	(38,0) \$
Activités de financement				
Produit tiré de la dette à long terme			66,9 \$	8,7 \$
Remboursement sur la dette à long terme			(39,0)	(7,4)
Remboursement sur des contrats de location-financement			(2,7)	(3,6)
Dividendes versés			(23,1)	(21,0)
Émission d'actions ordinaires			4,8	9,4
Rachat d'actions ordinaires	7		(6,5)	(2,7)
Autres			(0,2)	(0,4)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement			0,2 \$	(17,0) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			(6,1) \$	1,4 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			(111,4) \$	(72,8) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période			611,5	504,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période			500,1 \$	431,9 \$
Information supplémentaire :				
Intérêts payés			7,6 \$	7,8 \$
Intérêts reçus			4,1	3,4
Impôt sur le résultat payé			11,5	7,0

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes annexes

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 14 août 2018.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les aviateurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile - Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité - Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé - Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux médecins dans le monde entier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2018, à l'exception des changements présentés à la note 2.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace IAS 11, *Contrats de construction*, et IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations connexes. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les obligations de prestation sont remplies, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client a obtenu (ou à mesure qu'il obtient) le contrôle des biens ou des services. La nouvelle norme fournit également des directives concernant les transactions qui n'étaient pas abordées en détail, améliore les directives concernant les accords de prestations multiples et rehausse les obligations d'information sur les produits des activités ordinaires.

IFRS 15 a été adopté le 1^{er} avril 2018. La Société a choisi d'appliquer cette norme selon l'approche rétrospective intégrale, qui prévoit le retraitement de nos résultats de 2018 et l'inscription d'un ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} avril 2017. La Société a également choisi d'utiliser les mesures de simplification suivantes :

- Les contrats conclus le 1^{er} avril 2017 ou avant cette date n'ont pas été retraités;
- L'effet global des modifications apportées aux contrats conclus avant le 1^{er} avril 2017 a été reflété lorsque les obligations de prestation remplies et non remplies ont été identifiées et que les prix de transaction devant être affectés à ces éléments ont été déterminés; et
- Ni le montant des prix de transaction attribué aux obligations de prestation qui restent à remplir ni la dépréciation prévue de ce montant ne sera présenté pour les périodes antérieures au 1^{er} avril 2018.

La Société a examiné nos contrats commerciaux afin d'évaluer l'incidence de la nouvelle norme sur nos pratiques de comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'adoption de la nouvelle norme a eu les répercussions suivantes :

- Les produits des activités ordinaires liés à certaines obligations de prestation qui étaient antérieurement comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux ne satisfont plus aux critères de comptabilisation des produits des activités ordinaires au fil du temps. Les produits des activités ordinaires liés à ces obligations de prestation sont plutôt comptabilisés à l'achèvement. À mesure que les obligations de prestation à l'égard de ces dispositifs sont atteintes et que la fabrication progresse, les coûts visant la construction sont comptabilisés dans les stocks;
- Une partie de la contrepartie provenant des contrats au titre desquels nous recevons d'importants paiements anticipés doit dorénavant être attribuée à une composante financement importante lorsque certains critères sont réunis;
- L'identification des obligations de prestation pour certains accords de prestations multiples a changé;
- La Société présentait auparavant les actifs et les passifs sur contrat de construction dans les contrats en cours, alors que les soldes liés à la vente de biens et de services étaient classés en tant que créances clients non facturées et produits différés. Les soldes individuels de chaque contrat sont dorénavant présentés en tant qu'actifs ou passifs sur contrat.

Les tableaux suivants présentent l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 15 :

Rapprochement de la situation financière

	1 avril 2017			31 mars 2018		
	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	504,7 \$	— \$	504,7 \$	611,5 \$	— \$	611,5 \$
Créances clients et autres débiteurs	548,4	(98,3)	450,1	568,4	(116,4)	452,0
Contrats en cours : actifs	337,5	(337,5)	—	401,6	(401,6)	—
Actifs sur contrat	—	348,5	348,5	—	439,7	439,7
Stocks	416,3	132,7	549,0	375,3	140,8	516,1
Acomptes	63,8	—	63,8	50,0	—	50,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	25,6	—	25,6	40,7	—	40,7
Actifs financiers dérivés	23,4	—	23,4	13,3	—	13,3
Total de l'actif courant	1 919,7 \$	45,4 \$	1 965,1 \$	2 060,8 \$	62,5 \$	2 123,3 \$
Immobilisations corporelles	1 582,6	—	1 582,6	1 803,9	—	1 803,9
Immobilisations incorporelles	944,0	—	944,0	1 055,6	—	1 055,6
Participations mises en équivalence	378,4	(2,6)	375,8	244,5	(1,8)	242,7
Actifs d'impôt différé	42,8	0,1	42,9	60,9	0,3	61,2
Actifs financiers dérivés	16,0	—	16,0	11,5	—	11,5
Autres actifs	471,3	—	471,3	482,0	—	482,0
Total de l'actif	5 354,8 \$	42,9 \$	5 397,7 \$	5 719,2 \$	61,0 \$	5 780,2 \$
Passif et capitaux propres						
Dettes fournisseurs et charges à payer	695,2 \$	(9,1) \$	686,1 \$	669,6 \$	(2,7) \$	666,9 \$
Provisions	43,2	—	43,2	32,1	—	32,1
Impôt sur le résultat à payer	9,6	—	9,6	15,3	—	15,3
Produits différés	266,6	(255,2)	11,4	371,5	(361,5)	10,0
Contrats en cours : passifs	191,9	(191,9)	—	161,8	(161,8)	—
Passifs sur contrat	—	593,4	593,4	—	679,5	679,5
Partie courante de la dette à long terme	51,9	—	51,9	52,2	—	52,2
Passifs financiers dérivés	15,5	—	15,5	18,1	—	18,1
Total du passif courant	1 273,9 \$	137,2 \$	1 411,1 \$	1 320,6 \$	153,5 \$	1 474,1 \$
Provisions	39,1	—	39,1	39,5	—	39,5
Dette à long terme	1 203,5	—	1 203,5	1 208,7	—	1 208,7
Obligations relatives aux redevances	138,5	—	138,5	140,8	—	140,8
Obligations au titre des avantages du personnel	157,7	—	157,7	200,6	—	200,6
Profits différés et autres passifs	217,8	—	217,8	229,9	—	229,9
Passifs d'impôt différé	238,6	(25,6)	213,0	208,1	(23,4)	184,7
Passifs financiers dérivés	4,7	—	4,7	4,4	—	4,4
Total du passif	3 273,8 \$	111,6 \$	3 385,4 \$	3 352,6 \$	130,1 \$	3 482,7 \$
Capitaux propres						
Capital-actions	615,4 \$	— \$	615,4 \$	633,2 \$	— \$	633,2 \$
Surplus d'apport	19,4	—	19,4	21,3	—	21,3
Cumul des autres éléments du résultat global	193,7	(2,6)	191,1	262,3	(2,0)	260,3
Résultats non distribués	1 192,3	(66,1)	1 126,2	1 381,4	(67,1)	1 314,3
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 020,8 \$	(68,7) \$	1 952,1 \$	2 298,2 \$	(69,1) \$	2 229,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	60,2	—	60,2	68,4	—	68,4
Total des capitaux propres	2 081,0 \$	(68,7) \$	2 012,3 \$	2 366,6 \$	(69,1) \$	2 297,5 \$
Total du passif et des capitaux propres	5 354,8 \$	42,9 \$	5 397,7 \$	5 719,2 \$	61,0 \$	5 780,2 \$

Rapprochement du résultat net

	Trimestre clos le 30 juin 2017			Exercice clos le 31 mars 2018		
	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité	Tel que publié antérieurement	Ajustements IFRS 15	Retraité
Produits des activités ordinaires	698,9 \$	(42,7) \$	656,2 \$	2 830,0 \$	(6,5) \$	2 823,5 \$
Coût des ventes	486,2	(33,7)	452,5	1 953,1	(7,5)	1 945,6
Marge brute	212,7 \$	(9,0) \$	203,7 \$	876,9 \$	1,0 \$	877,9 \$
Frais de recherche et de développement	32,3	—	32,3	114,9	—	114,9
Frais de vente, généraux et d'administration	94,8	—	94,8	380,8	—	380,8
Autres pertes (profits) – montant net	0,3	—	0,3	(37,4)	—	(37,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(12,5)	(2,5)	(15,0)	(42,4)	(0,8)	(43,2)
Résultat opérationnel	97,8 \$	(6,5) \$	91,3 \$	461,0 \$	1,8 \$	462,8 \$
Charges financières – montant net	17,8	0,4	18,2	76,2	1,0	77,2
Résultat avant impôt sur le résultat	80,0 \$	(6,9) \$	73,1 \$	384,8 \$	0,8 \$	385,6 \$
Charge d'impôt sur le résultat	14,6	(2,7)	11,9	29,1	1,8	30,9
Résultat net	65,4 \$	(4,2) \$	61,2 \$	355,7 \$	(1,0) \$	354,7 \$
Attribuable aux:						
Détenteurs d'instruments de						
capitaux propres de la Société	63,8 \$	(4,2) \$	59,6 \$	347,0 \$	(1,0) \$	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	—	1,6	8,7	—	8,7
	65,4 \$	(4,2) \$	61,2 \$	355,7 \$	(1,0) \$	354,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base	0,24 \$	(0,02) \$	0,22 \$	1,29 \$	— \$	1,29 \$
Dilué	0,24 \$	(0,02) \$	0,22 \$	1,29 \$	(0,01) \$	1,28 \$

Bien que le moment de comptabilisation des produits des activités ordinaires et des bénéfices tirés des contrats soit impacté, ils n'ont aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-dessous:

Comptabilisation des produits des activités ordinaires**Obligations de prestation**

Une obligation de prestation est une promesse contractuelle envers un client qui prévoit la fourniture à celui-ci d'un bien ou d'un service distinct. Il s'agit de l'unité de comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Le prix de transaction est affecté à chaque obligation de prestation distincte et comptabilisé dans les produits des activités ordinaires lorsque l'obligation de prestation est remplie, ou à mesure qu'elle est remplie. Le prix de transaction comprend, entre autres éléments et lorsque cela est nécessaire, le montant de contrepartie variable estimative dans la seule mesure où il est hautement probable qu'aucune reprise importante du montant cumulé des produits des activités ordinaires comptabilisés ne surviendra ultérieurement. La contrepartie variable est habituellement tirée d'incitatifs à la vente sous forme de rabais et de ristournes, de même que de pénalités. La Société tient également compte de l'existence d'une composante financement importante dans les contrats dont le calendrier d'encaissement et le calendrier de comptabilisation des produits des activités ordinaires sont substantiellement différents.

Le prix de transaction des contrats ayant des obligations de prestation multiples est affecté en fonction des prix de vente spécifiques estimatifs des biens ou des services promis qui sous-tendent chaque obligation de prestation. Si un prix de vente spécifique ne peut être observé directement à partir des ventes distinctes de biens ou de services à des clients similaires, la Société l'estime en fonction du coût qu'elle prévoit engager, plus une marge appropriée.

Les obligations de prestation de la Société sont remplies progressivement ou à un moment précis.

Les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients pour la conception, l'ingénierie et la fabrication de dispositifs de formation sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode fondée sur les intrants si la Société détermine que ces dispositifs ne peuvent servir à d'autres fins et que la Société a un droit juridiquement exécutoire à contrepartie pour les travaux exécutés à ce jour. Si la Société considère que ces dispositifs peuvent servir à d'autres fins, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le client obtient le contrôle des biens à leur achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente d'heures ou de cours de formation sont comptabilisés à un moment précis, soit à l'achèvement.

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de services de maintenance de produits et de soutien après la livraison sont comptabilisés progressivement selon la méthode de l'estimation du temps écoulé. Les produits des activités ordinaires tirés des services de mise à niveau sont comptabilisés progressivement au moyen de la méthode du coût des intrants.

Soldes des contrats

Les créances clients comprennent les montants facturés et les montants actuellement à recevoir des clients. Un actif sur contrat est comptabilisé lorsque des produits des activités ordinaires sont comptabilisés en sus des montants facturés ou lorsque la Société a un droit à contrepartie et que ce droit est conditionnel à un facteur autre que l'écoulement du temps. Un passif sur contrat est comptabilisé au titre des paiements reçus en sus des produits des activités ordinaires comptabilisés. Les actifs et les passifs sur contrat sont présentés sur une base nette pour chaque contrat à la date de clôture.

Recours au jugement et utilisation d'estimations et de provisions

L'application d'IFRS 15 exige que la Société pose des jugements et fasse des estimations qui influent sur le moment et le montant de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, notamment des jugements et des estimations relatifs :

- Au regroupement de contrats;
- Au prix de transaction et aux montants affectés aux obligations de prestation;
- Au moment où les obligations de prestation sont remplies.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 intègre les trois facettes de la comptabilisation des instruments financiers, à savoir le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture.

IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement et d'évaluation des actifs financiers en fonction du modèle économique dans lequel s'inscrit la détention des actifs financiers et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Les exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 sont pour l'essentiel reprises dans la nouvelle norme.

IFRS 9 remplace le modèle fondé sur les pertes subies d'IAS 39 par un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Plus précisément, la nouvelle norme exige des entités qu'elles comptabilisent les pertes de crédit attendues lors de la comptabilisation initiale des instruments financiers et qu'elles constatent les pertes de crédit attendues plus rapidement.

Le nouveau modèle de comptabilité de couverture est davantage fondé sur les principes et aligne davantage la comptabilité de couverture avec la gestion des risques.

La Société a adopté IFRS 9 rétrospectivement en date du 1^{er} avril 2018. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de CAE.

Les principales modifications apportées aux méthodes comptables de la Société sont résumées ci-dessous:

Instruments financiers

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont initialement inscrits à la juste valeur et sont par la suite classés comme étant évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) ou à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN).

Un actif financier dont les conditions contractuelles donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts doit être ultérieurement évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et à la JVAERG si elle s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers.

Tous les autres actifs financiers sont ultérieurement évalués à la JVRN, sauf si, lors de la comptabilisation initiale d'un placement dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, la Société choisit de présenter les variations de la juste valeur de cet instrument dans les autres éléments du résultat global. Dans le cas des placements dans des instruments de capitaux propres dont les variations de la juste valeur sont présentées dans les autres éléments du résultat global, les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont jamais reclassés en résultat.

Les catégories « détenus jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « détenus en vue de la vente » d'IAS 39 sont éliminées. Les actifs financiers classés en tant que prêts et créances et que détenus en vue de la vente au 31 mars 2018 ont respectivement été reclassés dans les actifs financiers au coût amorti et à la JVAERG.

Dépréciation

Le modèle des pertes de crédit attendues s'applique aux instruments financiers comptabilisés au coût amorti. Ce modèle fait appel à une double approche d'évaluation aux termes de laquelle la provision pour pertes est évaluée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. La Société a appliqué l'approche simplifiée et comptabilisé les pertes de crédit attendues pour la durée de vie des créances clients et des actifs sur contrats.

Comptabilité de couverture

Toutes les relations de couverture qui sont actuellement désignées comme étant efficaces demeurent admissibles à la comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9. IFRS 9 ne modifie pas les principes généraux de comptabilisation des couvertures efficaces, mais introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui exige que la Société s'assure que la comptabilité de couverture est mieux alignée avec les objectifs et la stratégie de gestion des risques. Ce nouveau modèle oblige également la Société à appliquer une approche plus qualitative et prospective en matière d'évaluation de l'efficacité de la couverture.

Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent toutefois de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur pour le bailleur.

Pour CAE, IFRS 16 s'applique à l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2019. Nous évaluons présentement l'incidence de cette nouvelle norme sur nos états financiers consolidés. Dans les cas où la Société est le preneur aux termes de contrats de location qui étaient considérés comme des contrats de location simple aux termes d'IAS 17, la Société prévoit que l'adoption d'IFRS 16 donnera lieu à la comptabilisation, d'actifs et de passifs, à l'état consolidé de la situation financière. La modification des exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et de présentation découlant de l'adoption de cette norme devrait donner lieu à une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et à une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

NOTE 3 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

La Société a décidé de ventiler les produits tirés des contrats avec les clients par segment, par produits et services et par emplacement géographique, car la Société estime qu'elle décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

Trimestres clos les 30 juin	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Produits des activités ordinaires externes	430,9 \$	371,6 \$	268,3 \$	260,7 \$	22,8 \$	23,9 \$	722,0 \$	656,2 \$
Dotation aux amortissements		Retraité		Retraité		Retraité		Retraité
Immobilisations corporelles	25,5	25,3	4,5	5,2	0,7	0,7	30,7	31,2
Immobilisations incorporelles et autres actifs	9,4	9,9	6,3	9,6	2,4	2,9	18,1	22,4
Baisse de valeur des stocks – montant net	—	1,6	0,1	0,2	0,1	—	0,2	1,8
Baisse de valeur (reprise des baisses de valeur)								
des créances clients – montant net	0,2	(0,1)	—	—	—	(0,1)	0,2	(0,2)
Quote-part après impôt du résultat net								
des participations mises en équivalence	5,7	11,3	2,9	3,7	—	—	8,6	15,0
Résultat opérationnel sectoriel	78,3	68,9	21,5	24,0	(1,3)	(1,6)	98,5	91,3

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2018	2017
Solutions de formation pour l'aviation civile	54,9 \$	38,7 \$
Défense et sécurité	13,8	18,7
Santé	2,4	2,8
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	71,1 \$	60,2 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients et autres débiteurs, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

	30 juin 2018	31 mars 2018
		Retraité
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	3 116,9 \$	3 072,8 \$
Défense et sécurité	1 470,2	1 414,0
Santé	250,0	253,5
Actif non inclus dans l'actif utilisé	953,8	1 039,9
Total de l'actif	5 790,9 \$	5 780,2 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	1 019,6 \$	1 031,0 \$
Défense et sécurité	412,5	469,8
Santé	41,2	42,0
Passif non inclus dans le passif utilisé	2 002,0	1 939,9
Total du passif	3 475,3 \$	3 482,7 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2018	2017
		Retraité
Produits des activités ordinaires		
Produits de simulation	312,0 \$	261,6 \$
Formation et services	410,0	394,6
	722,0 \$	656,2 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2018	2017
		Retraité
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	64,1 \$	75,8 \$
États-Unis	242,6	248,7
Royaume-Uni	55,3	67,3
Allemagne	25,8	19,4
Pays-Bas	7,8	23,1
Autres pays d'Europe	103,5	72,3
Émirats arabes unis	27,0	29,6
Chine	80,3	21,7
Autres pays d'Asie	74,8	68,1
Australie	16,7	12,5
Autres pays	24,1	17,7
	722,0 \$	656,2 \$
	30 juin	31 mars
	2018	2018
		Retraité
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	934,6 \$	903,2 \$
États-Unis	968,0	945,7
Brésil	120,2	118,1
Royaume-Uni	240,6	250,3
Luxembourg	187,3	194,1
Pays-Bas	213,7	223,6
Autres pays d'Europe	327,5	324,8
Malaisie	178,7	197,1
Autres pays d'Asie	162,3	149,2
Autres pays	80,1	82,1
	3 413,0 \$	3 388,2 \$

NOTE 4 – AUTRES PROFITS (PERTES) – MONTANT NET

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2018	2017
Cession d'immobilisations corporelles	1,0 \$	0,9 \$
Montant net des gains (pertes) de change	3,7	(1,6)
Autres	0,5	0,4
Autres profits (pertes) – montant net	5,2 \$	(0,3) \$

NOTE 5 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2018	2017
		Retraité
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	14,7 \$	13,2 \$
Contrats de location-financement	1,6	2,5
Obligations relatives aux redevances	3,0	2,7
Obligations au titre des avantages du personnel	1,2	1,2
Dotation aux amortissements des frais de financement	0,3	0,3
Autres	2,6	2,5
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,0)	(1,0)
Charges financières	22,4 \$	21,4 \$
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et contrats de location-financement	(2,3) \$	(2,4) \$
Autres	(4,1)	(0,8)
Produits financiers	(6,4) \$	(3,2) \$
Charges financières – montant net	16,0 \$	18,2 \$

NOTE 6 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions nettes comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux, Innovet et SimÉco 4.0 sont présentés dans le tableau suivant :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2018	2017
Montant net à recevoir à l'ouverture de la période	6,2 \$	6,3 \$
Contributions	7,5	7,2
Paiements reçus	(5,4)	(7,1)
Montant net à recevoir à la clôture de la période	8,3 \$	6,4 \$

NOTE 7 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**Capital-actions****Rachat et annulation d'actions ordinaires**

Le 9 février 2018, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 349 804 actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 23 février 2018 et prendra fin le 22 février 2019 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2018, la Société avait racheté et annulé 267 100 actions ordinaires (123 300 actions en 2017) au prix moyen pondéré de 24,42 \$ l'action ordinaire aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 6,5 millions \$ (2,7 millions \$ en 2017). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 5,9 millions \$ (2,4 millions \$ en 2017), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Calcul du résultat par action

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

<i>Trimestre clos le 30 juin</i>	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	267 645 280	268 573 482
Effet dilutif des options sur actions	1 632 467	1 259 156
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	269 277 747	269 832 638

Au 30 juin 2018, des options sur 1 733 100 actions ordinaires (2 003 600 en 2017) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2018 se sont élevés à 24,1 millions \$, soit 0,09 \$ par action (21,5 millions \$ en 2017, soit 0,08 \$ par action).

NOTE 8 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2018	2017
		Retraité
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients et autres débiteurs	(17,1) \$	31,4 \$
Actifs sur contrat	(32,7)	(21,0)
Stocks	(29,7)	(35,4)
Acomptes	(1,7)	(4,8)
Impôt sur le résultat à recouvrer	(17,1)	4,9
Dettes fournisseurs et charges à payer	(6,9)	(77,8)
Provisions	(4,9)	(8,6)
Impôt sur le résultat à payer	(0,5)	1,6
Produits différés	(0,8)	(1,7)
Passifs sur contrat	(36,4)	10,3
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(147,8) \$	(101,1) \$

NOTE 9 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur du portefeuille de placement dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations au titre des contrats de location-financement et des redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- vi) La juste valeur des contreparties éventuelles découlant des regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté au risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1: Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3: Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers par catégorie:

	Niveau	30 juin 2018		31 mars 2018	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
		Total	Total	Retraité Total	Retraité Total
Actifs (passifs) financiers à la JVRN¹⁾					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	500,1 \$	500,1 \$	611,5 \$	611,5 \$
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	32,0	32,0	31,8	31,8
Dérivés incorporés sur devises	Niveau 2	0,9	0,9	0,9	0,9
Swaps sur actions	Niveau 2	7,4	7,4	1,5	1,5
Contrats de change à terme	Niveau 2	(1,2)	(1,2)	(2,1)	(2,1)
Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Niveau 3	(11,3)	(11,3)	(11,0)	(11,0)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises	Niveau 2	11,4	11,4	10,6	10,6
Contrats de change à terme	Niveau 2	(15,3)	(15,3)	(8,7)	(8,7)
Swaps de taux d'intérêt	Niveau 2	—	—	0,1	0,1
Actifs (passifs) financiers comptabilisés au coût amorti					
Créances clients ²⁾	Niveau 2	434,0	434,0	416,0	416,0
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	95,5	102,3	93,8	101,4
Avances à un placement de portefeuille	Niveau 2	36,6	35,6	38,1	38,4
Autres actifs ³⁾	Niveau 2	36,0	36,0	30,8	30,8
Dettes fournisseurs et charges à payer ⁴⁾	Niveau 2	(574,1)	(574,1)	(588,2)	(588,2)
Total de la dette long terme ⁵⁾	Niveau 2	(1 313,5)	(1 367,2)	(1 262,9)	(1 322,8)
Autres passifs non courants ⁶⁾	Niveau 2	(162,8)	(181,3)	(156,5)	(177,4)
Actifs financier à la JVRG⁷⁾					
Portefeuille d'investissement	Niveau 3	1,5	1,5	1,5	1,5
		(922,8) \$	(989,2) \$	(792,8) \$	(865,7) \$

¹⁾ JVRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

³⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

⁴⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁵⁾ La valeur comptable exclut les coûts de transaction.

⁶⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

⁷⁾ JVRG: juste valeur par le biais du résultat global.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la JVRN. En outre, aucune modification n'a été apportée à l'évaluation des instruments financiers depuis leur mise en place.

Les variations des instruments financiers de niveau 3 sont les suivantes :

Trimestre clos le 30 juin	2018
Solde à l'ouverture de la période	(9,5) \$
Total des pertes réalisées et latentes:	
Inclus dans le résultat net	(0,3)
Solde à la clôture de la période	(9,8) \$

NOTE 10 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

	30 juin 2018	31 mars 2018
Créances clients et autres débiteurs	33,0 \$	Retraité 38,0 \$
Actifs sur contrat	16,9	15,9
Autres actifs	28,8	25,4
Dettes fournisseurs et charges à payer	4,8	7,2
Passifs sur contrat	5,7	6,4

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

<i>Trimestres clos les 30 juin</i>	2018	2017
Produits des activités ordinaires	6,1 \$	Retraité 18,4 \$
Achats	0,8	1,1
Autres produits	0,4	0,3

NOTE 11 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 31 juillet 2018, la Société a acquis les actions d'Alpha-Omega Change Engineering (AOCE) pour une contrepartie en trésorerie d'approximativement 29 millions \$US, abstraction faite des ajustements postérieurs à la clôture. AOCE, situé à Williamsburg (Virginie), est un fournisseur d'entraînement d'équipages, de tests opérationnels et d'évaluation et de services de soutien technique au département de la Défense et au service de renseignement des États-Unis.

Le 8 août 2018, la Société a annoncé son intention d'investir 1 milliard \$ en R-D au cours des cinq prochaines années, notamment dans le Projet Intelligence numérique. L'objectif de ce projet est de développer, pour les secteurs de l'aviation, de la défense et de la sécurité et de la santé, des solutions de formation de prochaine génération qui mettront à profit les technologies numériques. Les gouvernements du Canada et du Québec ont accepté de participer au Projet Intelligence numérique en investissant des montants en partie remboursables de 150,0 millions \$ et de 47,5 millions \$, respectivement.

